

## PROPOSITION DE SUJET DE THESE

Formulaire demande de financement : ARED - ISblue - ETABLISSEMENTS - ...

*pour dépôt sur le serveur <https://theses.u-bretagne.fr/sml> au format **PDF*****Identification du projet**Acronyme du projet (8 caractères *maximum*) : BIOLITPPIntitulé du projet *en langue française* : Politiques publiques de protection de la biodiversité littorale : évaluation des effets et des modes de financementIntitulé du projet *en langue anglaise* : Public polices to protect biodiversity in the shoreline : impact evaluation and financing means

mots clés : biodiversité, littoral, évaluation de politiques publiques, espaces protégés, fiscalité locale

**Présentation de l'établissement porteur (bénéficiaire de l'aide régionale)**

Établissement porteur du projet : UBO

Ecole Doctorale : EDSML  SPI ou MATHSTIC pour les projets ISblue **Identification du responsable du projet (futur directeur de thèse)**

Nom du laboratoire d'accueil : AMURE

Code du laboratoire (U/UMR/USR/EA/JE/...) : UMR 6308

Directeur<sup>1</sup> du Laboratoire : Olivier Thébaud

Nom de l'équipe de recherche :

Nombre HDR dans le laboratoire : 15

Nombre de thèses en cours : 8

Nombre de post-docs en cours : 2

**Nom et prénom du directeur\* de thèse (HDR), porteur du projet : Leprince Matthieu**- e-mail : [matthieu.leprince@univ-brest.fr](mailto:matthieu.leprince@univ-brest.fr)- Publications récentes du directeur de thèse (*nb total et 5 références max au cours des 5 dernières années*) : 3 ouvrages dirigés, 9 chapitres d'ouvrage, 14 articles dans des revues à comité de lecture depuis 2002ME Binet, A. Guengant et M. Leprince (2020), "Overlapping jurisdictions and demand for local public services: does spatial heterogeneity matter?", in Thill J.C. dir. "Innovations in Urban and Regional Systems - Contributions from GIS&T, Spatial Analysis and Location Modeling", p307-324; Advances in Spatial Science Series, Springer. <https://www.springer.com/gp/book/9783030436926>Zineb Abidi, Matthieu Leprince et Vincent Merlin (2020), « Power Inequality in Inter-communal Structures: the Simulated Impact of a Reform in the Case of the Municipalities in Western France », **Economie&Prévision**, n°217, <https://www.cairn.info/revue-economie-et-prevision-2020-1-page-65.htm><sup>1</sup> Ce formulaire est rédigé en style épïcène

Matthieu Leprince (2019), « Solvabilité et endettement des collectivités locales françaises. Un point de vue d'économiste », **Revue Française de Finances publiques**, n°148, novembre, p. 7 à 18 ; <https://www.lextenso.fr/revue/RFFP/2019/148>

Matthieu Leprince et Matthieu Pourieux (2018), L'impact des dotations de péréquation sur les dépenses locales : une évaluation sur données communales en France, **Revue d'économie financière**, 2018/4 (N° 132), pages 107 à 119, <https://www.cairn.info/revue-d-economie-financiere-2018-4-page-107.htm?contenu=resume>

"Do Closeness and Stake Increase Voter Turnout? Evidence from Election Results in Small French Towns in Brittany", **Regional Studies** (2017), 51 (4), p.575-585; avec E. Dubois, <https://doi.org/10.1080/00343404.2015.1118029>

**- Expériences d'encadrement et co-encadrement de doctorants (passées et en cours)**

(nom des doctorants dirigés et en cours et antérieurement, sur les 6 années passées : sujet, financement, date de soutenance, et situation professionnelle actuelle si connue)

3 expériences d'encadrement dont 2 en cours

Fabien Yao, « Dynamiques fiscales, coûts des services publics et risques d'insolvabilité : les communes du littoral au prisme des finances locales », codirection Jean Boncoeur, ARED50% - EDSML 50%, **depuis 01/10/2018** (inscription EDSML)

Matthieu Pourieux, Péréquation financière entre collectivités : déterminants des choix de critères de répartition et effets sur la dépense locale, thèse d'économie à l'Université de Rennes 1 (inscription EDGE et non EDSML), débutée le 10/2017, co-encadrée par L.Denant-Boémont (U. Rennes 1) ; M. Pourieux est actuellement ATER 1ere année ; **soutenance prévue courant 2021.**

Samuel Lerestif (2018), Doit-on s'inquiéter de la dette des gouvernements locaux? Une analyse des cas français et canadien ; thèse d'économie soutenue à l'Université de Rennes 1, co-encadrée avec JP Meloche (U. Montréal), **thèse soutenue en avril 2018** ; ARED50%, AdCF25%, France Urbaine25%. Samuel Lerestif est actuellement chargé de mission à l'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locale (OFGL).

**Co-directeur de thèse (HDR ou équivalent étranger) éventuel : Thébaud Olivier, Ifremer, France**

**Laboratoire de recherche : AMURE UMR 6308**

**e-mail : [olivier.thebaud@ifremer.fr](mailto:olivier.thebaud@ifremer.fr) ; - Téléphone : +33 7 89 05 83 44**

**- Publications récentes du co-directeur de thèse (5 références max au cours des 5 dernières années) :**

1. Briton Florence, Macher Claire, Merzereaud Mathieu, Legrand Christelle, Fifas Spyros, Thebaud Olivier Providing Integrated Total Catch Advice for the Management of Mixed Fisheries with an Eco-viability Approach . *Environmental Modeling and Assessment* 25 (3), 307-325.
2. Dépalle M., Sanchirico J., Thébaud O., Haynie A., O'Farrell S., Perruso L. (2020). Scale-dependency in discrete choice models: A fishery application. *Journal of Environmental Economics and Management*. 105.
3. Dépalle M., Thébaud O., Sanchirico J.N. (2020). Accounting for Fleet Heterogeneity in Estimating the Impacts of Large-Scale Fishery Closures. *Marine Resource Economics* 35 (4), 361-378.
4. Doyen L., Armstrong C., Baumgärtner S., Béné Christophe, Blanchard Fabian, Cissé Abdoul, Cooper Rachel, Dutra L.X.C., Eide A., Freitas D., Gourguet Sophie, Gusmao F., Hardy P.-Y., Jarre A., Little L.R., Macher Claire, Quaas M., Regnier E., Sanz N., Thébaud Olivier (2019). From no whinge scenarios to viability tree. *Ecological Economics*, 163, 183-188.
5. Planque Benjamin, Mullon Christian, Arneberg Per, Eide Arne, Fromentin Jean-Marc, Heymans Johanna Jacomina, Hoel Alf Håkon, Niiranen Susa, Ottersen Geir, Sandø Anne Britt, Sommerkorn Martin, Thébaud Olivier, Thorvik Thorbjørn (2019). A participatory scenario method to explore the future of marine social-ecological systems . *Fish And Fisheries*, 20(3), 434-451.

- **Expériences d'encadrement et co-encadrement de doctorants (passées et en cours)** : Co-encadrant de 15 thèses depuis le début des années 2000, dont les suivantes sur le 6 dernières années.

Doctorant	Co-encadrants	Laboratoire d'accueil	Université	Thème de recherche	Situation actuelle	Situation professionnelle actuelle
1. Cyria Bensebaini	Jean-Marc Fromentin (Ifremer, MARBEC), Grégoire Certain (Ifremer, MARBEC), Sophie Gourguet (Ifremer, AMURE)	UMR MARBEC (Montpellier)	Université de Montpellier	A MICE for the Gulf of Lions.	Thèse débutée en octobre 2020	Contrat doctoral
1. F. Briton	Claire Macher (Ifremer, AMURE), Caleb Gardner (UTAS), Rich Little (CSIRO)	AMURE, Brest & CSIRO, Hobart (Australie)	UBO et UTAS, co-tutelle internationale	Evaluation de règles de contrôle des captures pour des pêcheries mixtes sous quotas.	Soutenue, 2020	Réalisation d'un projet professionnel personnel
1. A. Lagarde	L. Doyen (U. Bordeaux)	GREThA, Bordeaux	Université de Bordeaux	Résilience et durabilité bio-économique des pêches et de la biodiversité marine en milieu corallien et tropical.	Soutenue, 2020	Recherche de post-doctorat
1. M. Léopold	Anthony Charles (U. St. Mary, Canada)	AMURE, Brest	UBO, co-direction internationale	Exploration de la gouvernabilité des petites pêcheries dans le Pacifique sud par une démarche de recherche-action	Soutenue, 2018	Chercheur IRD

1.	M. Depalle	J. Sanchirico, (UC Davis, USA)	Dptmt. of Agricultural & Resource Economics, Sacramento (USA)	University of California, Davis (USA), co-direction internationale	Modèles dynamiques spatiaux de choix discrets : applications et enseignements pour la gestion durable des ressources marines.	Soutenue, 2018	Chercheur APESA, Roanne
1.	M. Tesson	L. Brigand (UBO)	GEOMER, Brest	UBO	Exploitation des ressources vivantes des îles en mer d'Iroise - recherche sur le développement potentiel et la valorisation des activités liées à la mer.	Soutenue, 2019	Contractuelle UBO, Plateforme scientifique de Saint-Pierre et Miquelon
1.	K. Bentorcha	J. Pérez-Agundez (Ifremer)	AMURE, Brest	UBO	Modélisation de socio-écosystèmes à spécialisation conchylicole dans le cadre d'une approche écosystémique	Thèse débutée fin 2014, abandonnée début 2016	Inconnue
1.	R. Girardin	P. Marchal (Ifremer)  B. Fulton (CSIRO, Aus.)	Laboratoire halieutique, Ifremer, Boulogne-sur-Mer ;  CSIRO Hobart (Australie)	Université de Lille, co-direction internationale	Ecosystem and fishers' behaviour modelling: two crucial and interacting approaches to support Ecosystem Based Fisheries Management in the Eastern English Channel.	Soutenue, 2015	Post-Doctorat à la NOAA (Seattle, USA), puis chercheur Ifremer Boulogne-sur-Mer

1.	J.B. Marre (UBO)	J. Boncoeur AMURE, Brest ; CSIRO, Brisbane	UBO et QUT, co- tutelle internationale	et naturel avec application aux récifs coralliens de Nouvelle- Calédonie et au littoral Australien	Evaluation économique du capital	Soutenue, 2014	Coordinateur de projet, Commission du Pacifique Sud (Nouméa)
----	---------------------	--	---	--	--	-------------------	--

### Financement du projet de thèse

En cas de financement à 50 %, le cofinancement est-il déjà identifié (*oui/non*) : **NON**

Si oui, préciser la nature du cofinancement (*ANR, partenaire privé, Ademe, etc.*) :

Si le cofinancement n'est pas encore confirmé, date prévue de réponse du cofinancier :

En cas de non-obtention du cofinancement demandé, une autre source de cofinancement est-elle identifiée (*oui/non*) : **Oui**

Si oui, laquelle : **Fondation de France, UBO, BMO,...**

Sollicitez-vous un co-financement Is-Blue ( y compris ARED Is-Blue) (*oui/non*) ? **OUI**

### Projet de thèse en cotutelle internationale

S'agit-il d'un projet de thèse en cotutelle internationale dans le cadre d'une convention (*oui/non*) : **NON**

Ce projet de thèse fera-t-il l'objet d'un cofinancement international (*oui/non*) : **NON**

### Présentation du projet (*en langue française ou anglaise, 2 à 3 pages*)

Résumé du projet (*4000 caractères maxi espaces compris*) :

Le projet de thèse porte sur la biodiversité au sein des territoires littoraux et des interfaces terre-mer. Le sujet part d'un double constat. D'une part, **les politiques publiques (européennes, nationales, locales) qui visent à la préserver sont nombreuses mais leurs effets propres restent encore mal connus** en raison de la grande diversité d'acteurs impliqués et de l'hétérogénéité des périmètres territoriaux concernés. En 2020, le Conseil d'analyse économique conclut qu'elles ont, en ce qui concerne la biodiversité en général, des résultats "décevants", qu'elles "manquent de cohérence et s'appuient sur une protection trop fragmentée", suggérant **qu'il est urgent de "fournir des incitations efficaces à la protection"**. D'autre part, si les collectivités locales sont aujourd'hui les principaux financeurs (à 50%) des dépenses publiques de protection, le constat est fréquemment fait d'un faible "verdissement" de leurs modes de financement. En particulier, **au sein des subventions de l'Etat, une "dotation biodiversité" n'est créée qu'en 2020 au bénéfice de 1500 communes** pour compenser les charges spécifiques de fonctionnement et à condition qu'une partie importante du territoire soit couverte par une zone « Natura 2000 », ou comprise dans le cœur d'un parc national, ou située en bordure d'un parc marin. Cependant, la dotation est limitée à 10 Millions d'euros, ce qui pose la question de savoir si elle compense suffisamment aux collectivités concernées les charges induites par la protection ou par les pertes de richesse fiscale induites par la limitation du développement et de l'urbanisation au sein des espaces protégés présents sur leur territoire, et si ces pertes fiscales sont compensées par des bénéfices non-marchands pour les agents économiques résidant dans les territoires concernés.

Le projet se décline en 2 axes.

Le premier axe visera à évaluer quels sont les **consentements à payer des ménages pour la préservation de la**

**biodiversité littorale** et comment interagissent les pressions et les espaces protégés éventuels dans la détermination de ces consentements à payer. Pour cela, le travail doctoral mobilisera en priorité la méthode des prix hédoniques pour croiser les prix de marché de biens proches du littoral (notamment les données DV3F des mutations immobilières géolocalisées) et les données géolocalisées de l'UMS Patrinat (OFB-CNRS-MNHN). Le projet de thèse est en effet adossé à un projet de partenariat avec cette UMS dont la mission est de consolider et de valoriser les données de biodiversité. Ceci permettra d'évaluer cumulativement l'importance de la **biodiversité** présente localement, l'intensité des **pressions** (agricoles, touristiques, ...) exercées sur l'environnement et **la nature des espaces protégés éventuellement présents à proximité des mutations immobilières** pour cerner si les acquéreurs de logement valorisent les espaces protégés du littoral et, si c'est le cas, quels espaces ou quelles caractéristiques de ces espaces sont valorisés, alors que les travaux disponibles avec cette méthode n'ont pu qu'évaluer, à notre connaissance, la valorisation de la **distance à la mer** et de la **vue sur la mer** (Travers et al (2008) et Virol et al (2011)).

Le second axe du projet de thèse s'intéresse aux **modes de financement par les collectivités locales de leurs politiques de préservation de la biodiversité**. Le doctorant s'intéressera autant aux subventions reçues (notamment la dotation biodiversité créée en 2020) qu'aux principaux impôts locaux pour évaluer dans quelle mesure les collectivités sont suffisamment incitées à mettre en œuvre des politiques locales de préservation de la biodiversité. En particulier, **l'enjeu sera de lier l'importance de l'artificialisation des sols, l'existence et l'emprise spatiale des espaces protégés et le niveau de richesse fiscale des communes littorales** pour évaluer l'ampleur éventuelle des pertes de richesse fiscale induite par une politique active de protection des espaces et, indirectement, évaluer l'ampleur de la sous-compensation opérée par la dotation biodiversité tout récemment créée.

## Présentation détaillée du projet :

### 1 - Hypothèse et questions posées, état de l'art, identification des points de blocages scientifiques (4000 caractères maxi espaces compris)

En 2019, en application d'une directive européenne de 1992 et pour la 3<sup>ème</sup> fois, la France a procédé à l'évaluation de l'état de conservation de la faune, de la flore et des habitats. La conclusion de cet exercice reste que « peu d'amélioration » ont été recensées depuis 2007 (Datalab (2020a)) : ainsi, « seulement un cinquième des évaluations concernant les habitats et un quart de celles portant sur les espèces concluent à un état favorable ». **C'est la catégorie des écosystèmes littoraux qui est caractérisé par les plus fréquentes dégradations, 4 évaluations sur 10 concluant à un mauvais état de conservation.** Un tel constat est particulièrement inquiétant alors que les littoraux sont surreprésentés dans les territoires qui contribuent significativement au caractère irremplaçable de la biodiversité en France (Théma (2019a)).

Pourtant, dans un certain nombre de territoires littoraux, des protections de diverses natures (réglementaire, foncière, contractuelle,...) sont mises en place : parcs nationaux, réserves naturelles nationales ou régionales, arrêtés de protection de biotope, espaces du Conservatoire du Littoral, zones Natura 2000,... Mais **ces protections de la biodiversité littorale restent inégales dans leur capacité à préserver et dans leurs localisations** (Datalab (2020b)), alors que les conflits d'usage sont nombreux, notamment dans la bande de 500 m de la mer, et que les pressions y sont extrêmement fortes, avec un taux d'artificialisation qui atteint 28% (contre 5% en moyenne nationale). L'enjeu central pour les politiques publiques nationales ou locales est donc d'accroître la surface protégée et le niveau de protection.

Le projet de thèse a pour premier objectif d'analyser quel est le consentement à payer des habitants du littoral pour la protection de la biodiversité en analysant l'impact qu'ont la proximité et les caractéristiques d'un espace littoral protégé, toutes choses égales par ailleurs, sur les prix que les ménages sont prêts à payer pour acquérir un bien immobilier. Cette méthode dite des prix hédoniques a permis de montrer que la proximité à la mer mais aussi la vue sur la mer sont valorisées par les acquéreurs de logement (Travers et al (2008)) ou encore que ces effets s'observent également en arrière pays et sur le marché foncier agricole (Virol et al (2011)). Toutefois, ces travaux ne contrôlent qu'un ensemble réduit des caractéristiques de l'environnement littoral : ni le caractère plus ou moins « irremplaçable » de la biodiversité littorale (Théma (2019a)), ni la nature ou l'intensité des pressions sur cette biodiversité (à l'exception de la densité humaine nette dans Virol et al (2011)), ni la proximité avec des espaces protégés et leurs caractéristiques ne sont pris en compte dans les modèles explicatifs du prix des transactions immobilières. L'enjeu de la thèse sera donc de mobiliser un modèle plus complet de facteurs explicatifs de la valeur immobilière et d'**évaluer dans quelle mesure les espaces protégés, et quelles caractéristiques de ces espaces, sont**

## valorisés par les acquéreurs de logement.

Le projet de thèse a pour deuxième objectif d'analyser les modes de financement des collectivités locales qui accueillent et mettent en place ces espaces protégés sur le littoral. En effet, **la dotation biodiversité mise en place en 2020 par l'Etat vise à accorder un « bonus » de subvention à 1500 communes** pour compenser les charges spécifiques de fonctionnement en raison d'une zone Natura 2000, d'un parc national ou de la proximité d'un parc marin. Cependant, la dotation est limitée à 10 Millions d'euros. Cette dotation compense-t-elle suffisamment aux collectivités concernées les charges induites par la protection ? Au-delà des dépenses, et du côté des ressources locales, **la limitation du développement et de l'urbanisation au sein des espaces protégés présents sur le territoire de ces communes littorales induit-elle des pertes (et de quelle ampleur) de richesse fiscale ?** Ces pertes fiscales sont-elles compensées par les bénéfices non-marchands pour les agents économiques résidant dans les territoires concernés ? A notre connaissance, la littérature d'économie publique locale et de finances locales (Le Maux et Paty, 2020 ; Guengant et Gilbert, 2004) a largement ignoré ces questions, comme si les politiques de solidarité financière entre communes développées par l'Etat ou les intercommunalités devaient demeurer indépendantes des objectifs de développement durable et de protection de la biodiversité.

## 2 - Approche méthodologique et techniques envisagées : (4000 caractères maxi espaces compris)

L'analyse des consentements à payer pour la protection de la biodiversité par la création d'espaces protégés sera menée en adoptant la méthode de prix hédoniques. L'enjeu sera de combiner une source de **données géolocalisées sur les transactions immobilières (DV3F ou Perval)** avec des sources d'informations permettant de contrôler, dans les modèles explicatifs des prix immobiliers, **3 dimensions clés du projet** que les travaux disponibles ignorent à ce jour largement : la nature locale de la **biodiversité** (par exemple son « degré d'irremplaçabilité » au sens de l'UMS Patrinat), les caractéristiques locales des **pressions** (résidentielles (taux et dynamique d'artificialisation), touristiques, agricoles,...) et, surtout, la diversité et les caractéristiques des **protections** localement présentes.

La thèse pourra également, sur certains territoires ciblés de Bretagne (Rade de Brest, Golfe du Morbihan, par exemple), développer des méthodologies complémentaires de la méthode des prix hédoniques, afin d'analyser les consentements à payer des habitants pour la protection de la biodiversité, notamment en exploitant des territoires où le gradient de biodiversité est contrasté et où le degré de protection par les espaces protégés est hétérogène alors que les pressions sont fortes.

Un enjeu transversal de la thèse sera d'analyser par quels processus ces espaces protégés sont créés, et de comprendre quels sont les facteurs explicatifs de la situation de carence de protection mise à jour par l'UMS Patrinat sur 5% du territoire français, où les enjeux sont importants (cumul d'une biodiversité à fort degré d'irremplaçabilité et de pressions fortes voire majeures) mais les espaces protégés y sont absents ou insuffisants. **Une analyse des déterminants localisés de l'absence de protection sera proposée, avec un focus sur les territoires littoraux concernés, notamment en Bretagne.**

L'urbanisation étant l'un des facteurs majeurs de dégradation et de fragmentation de la biodiversité, tout particulièrement dans les espaces littoraux, la thèse mettra également à profit les nouvelles bases de données récemment rendues publiques par l'Observatoire de l'artificialisation des sols (<https://artificialisation.biodiversitetousvivants.fr/les-donnees-au-1er-janvier-2019>) sur la période 2009-2019 en croisant ces données avec les données disponibles depuis 1999 sur la fiscalité locale et les inégalités communales de richesse fiscale. L'enjeu sera de proposer une analyse des effets (a priori positifs) des différentiels d'urbanisation sur les différentiels de richesse fiscale des communes, mettant ainsi à jour les incitations fiscales à urbaniser pour les communes et leurs EPCI. Puis, l'enjeu sera d'élargir le modèle fiscal à la prise en compte de la présence d'espaces protégés dans les communes littorales et de la diversité de leurs caractéristiques, pour **évaluer dans quelle mesure les communes se privent d'une richesse fiscale potentielle en protégeant leur territoire** (éventuellement avec des espaces protégés dont elles ont initié la création, cette endogénéité devant être contrôlée dans les modèles économétriques), suggérant qu'il faudrait (comme le fait à une petite échelle la dotation biodiversité créée en 2020)

amplifier les subventions aux communes à la hauteur des pertes de recettes fiscales induites par la protection de la biodiversité locale. Le travail veillera ici à **mobiliser des données sur les documents d'urbanisme** (PLU, SCOT,...) qui pourraient, en complément des données sur les espaces protégés géolocalisés, constituer des outils significatifs d'intervention publique en faveur de la biodiversité.

### **3 - Positionnement et environnement scientifique dans le contexte régional, national et international :**

Le projet de thèse pourra s'appuyer sur l'expertise de plusieurs chercheurs de l'UMR AMURE et permettra de prolonger les travaux d'expertise menés dans le cadre du **programme EFESE (évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques)**.

Le projet bénéficiera de travaux menés sur les prix hédoniques aussi bien au sein de **l'UMR AMURE (Travers et al (2008))** que de **l'UMR LETG (projet de thèse d'Eugénie Cazaux)**, contribuant à pérenniser l'expertise dans ce domaine à l'IUEM.

Le projet de thèse s'appuiera également sur les travaux menés au sein de **l'Observatoire des Finances et la Gestion publique locale** (OFGL ; <https://data.ofgl.fr/pages/accueil/>) dont Matthieu Leprince est membre du comité scientifique et technique. Cet Observatoire met à disposition des données de plus en plus fines et fiables sur les budgets locaux, aussi bien en matière de subventions de l'Etat et de recettes issues d'impositions locales que de dépenses des collectivités locales. Ceci permettra notamment d'envisager dans quelle mesure les indicateurs de richesse fiscale locale doivent être améliorés/élargis pour prendre en compte les recettes issues des DMTO (droits de mutation à titre onéreux), cet impôt constituant une source significative de recettes pour certaines communes littorales à profil touristique.

Le projet de thèse s'inscrit dans un contexte régional où les acteurs publics, locaux et représentants de l'Etat, se mobilisent pour activer les politiques de préservation de la biodiversité. Ainsi, la Région Bretagne a adopté un **SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires)** qui comprend un volet « biodiversité » qui se fixe **pour objectif (n°29) de « préserver et reconquérir la biodiversité »**, notamment en accroissant les surfaces protégées en Région, tout particulièrement (objectif n°31) de « renforcer la protection du littoral », tout réduisant drastiquement la consommation foncière. Le besoin d'une expertise fine croisant la connaissance de la biodiversité, la mesure des pressions et l'analyse du degré de protection sera donc important pour atteindre les objectifs fixés par la Région Bretagne, avec l'appui de la Conférence régionale de la biodiversité et de **l'Agence régionale de la biodiversité** créée en partenariat avec l'Etat fin 2019.

### **4 - Contexte scientifique et partenarial : éléments généraux (ERC, CPER, FEDER, Breizhcop ...) (4000 caractères maxi espaces compris)**

Une démarche envers l'UMS Patrinat (OFB -CNRS – MNHN) est en cours, notamment son Equipe « données ». Cette démarche a permis de vérifier l'intérêt de principe de cette UMS pour le sujet de thèse et un projet de partenariat structuré en appui à la thèse est en cours de discussion.

Une mobilité internationale est également en projet afin que le doctorant puisse visiter le groupe de recherches « économie de la biodiversité » piloté par le **professeur Martin Quaas**.

Les régions étant chef de file des collectivités locales pour la biodiversité, le directeur (Jonathan Morice) de la **Direction du climat, de l'environnement, de l'eau et de la biodiversité du Conseil régional de Bretagne** a été informé du projet de thèse et sollicité pour suggérer des partenariats locaux.

Enfin, **l'OFB (office français pour la biodiversité)** étant un partenaire clé de l'UMR AMURE, et l'une des tutelles de l'UMS Patrinat, sa chargée de mission pour l'animation scientifique de réseaux de recherches a été contactée afin d'échanger sur le projet de thèse et de préparer l'insertion du doctorant dans les groupes de travail dédiés de l'OFB.



**Vous sollicitez un financement ISblue, ou une ARED ISblue :**

**Précisez le lien du sujet avec les thèmes ISblue**

<b>Thème ISblue</b>	<b>Thème principal</b>	<b>Thème secondaire (si nécessaire)</b>	<b>Autre (si nécessaire)</b>
la régulation du climat par l'océan			
les interactions entre la Terre et l'océan			
la durabilité des systèmes côtiers	OUI		
l'océan vivant et les services écosystémiques			
les systèmes d'observation à long terme			

**Expliquez/précisez en quelques lignes dans quelle mesure votre demande correspond à l'un ou plusieurs des critères ISblue ci-dessous :**

**1- Originalité, impact potentiel du projet (4 lignes maxi)**

L'évaluation EFESE en France (Théma (2019b)) a montré que les écosystèmes côtiers sont les plus vulnérables car les plus exposés aux pressions anthropiques. Accroître la couverture spatiale des espaces protégés littoraux et le degré de protection est donc devenu crucial. La thèse permettra d'évaluer la valeur qu'attribuent à ces protections les ménages et les incitations budgétaires (recettes fiscales et subventions reçues) dont bénéficient (ou pas) les collectivités locales.

**2- Positionnement international du sujet, cotutelle ou co-encadrement international (4 lignes maxi)**

Cette thèse ne se fera pas en co-tutelle/codirection internationale mais des collaborations internationales sont fortement envisagées. Le Professeur Martin Quaas du laboratoire allemand iDiv ([https://www.idiv.de/en/groups\\_and\\_people/core\\_groups/biodiversity\\_economics.html](https://www.idiv.de/en/groups_and_people/core_groups/biodiversity_economics.html)) travaille sur des questions d'économie de la biodiversité et le doctorant sera encouragé à y effectuer une mobilité internationale.

**3- Effet intégrateur entre unités de recherche et / ou interdisciplinarités (4 lignes maxi)**

La thèse mobilisera des données sur l'état de la biodiversité et sa diversité territoriale. La thèse sera un support pour développer des recherches partenariales nouvelles au sein d'ISBLUE avec les **géographes** du LETG (thèse en cours d'Eugénie Cazaux sur les effets des risques côtiers et du « désir de rivage » sur les prix immobiliers) comme avec les **écologues**, deux champs disciplinaires avec lesquels le doctorant devra interagir.

**4- Potentiel d'insertion à un haut niveau dans la communauté académique ou non académique du docteur (4 lignes maxi)**

Comme l'illustre la note du Conseil d'analyse économique (septembre 2020), les travaux sur la biodiversité sont actuellement porteurs en économie dans le monde académique. Et le besoin d'expertise dans les organismes publics

du type OFB ou Commissariat général du développement durable (CGDD), voire UMS Patrinat, sont importants et vont se développer en raison de la disponibilité croissante des données comme de l'urgence écologique.

## Le candidat

### **Profil souhaité du candidat (spécialité/discipline principale, compétences scientifiques et techniques requises) :**

Le candidat sera titulaire d'un master 2 d'économie avec une spécialisation souhaitée en évaluation des politiques publiques et en économie de l'environnement.

Toutes les candidatures seront examinées, même si **un étudiant a déjà sollicité les porteurs du projet de thèse pour montrer son intérêt pour le fait d'effectuer une thèse au sein d'AMURE sur un sujet liant politiques publiques et biodiversité. Le présent projet de thèse a été écrit en associant ce candidat doctorant.**

### **Bibliographie :**

Baudry M., A. Guengant, S. Larribeau et M. Leprince (2009), « Formation des prix immobiliers et consentements à payer pour une amélioration de l'environnement urbain : l'exemple rennais », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2009, avril, n°2, p. 369-411 ; <https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2009-2-page-369.htm>

Conseil d'analyse économique (2020), *Biodiversité en danger : quelle réponse économique ?* Note n°59 de D. Bureau, JC Bureau et K. Schubert, septembre, 12 pages.

Datalab (2020a), *Biodiversité rare ou menacée : peu d'améliorations depuis 2007*, CGDD, n°207, mars

Datalab (2020), *Les espaces protégés du littoral : entre zones urbanisées et grands espaces naturels*, CGDD, n°201, janvier.

Gilbert G. et Guengant A. (2004), Evaluation de la performance péréquatrice des concours de l'Etat, *Economie et Statistique*, p81-108.

Le Maux B. et Paty S. (2020), *Economie publique locale*, Economica

Théma (2019a), *Un tiers du territoire joue un rôle irremplaçable pour la biodiversité*, CGDD, décembre, 4 pages.

Théma (2019b), *EFESE. Les écosystèmes marins et côtiers : les messages clés à l'attention des décideurs*, CGDD, 8 pages.

Travers M. Nassiri A., Appéré G et Bonnieux F. (2008), Evaluation des bénéfices environnementaux par la méthode des prix hédonistes : une application au cas du littoral, *Revue économique*, 2008-4, p47-62.

Virol Stéphane, Pouyane Guillaume, Lyser Sandrine, Gaschet Frédéric, Dachary-Bernard Jeanne (2011). L'impact de la littoralisation sur les marchés fonciers. Une approche comparative des côtes basque et charentaise, *Economie et statistique*, n°444-445, 2011. pp. 127-154